



**PRÉFÈTE
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL
de mise en demeure
à l'encontre de la SCI CEL V BOISSEAUX (FR),
exploitant la plate-forme logistique sise sur le territoire des communes
de BOISSEAUX (45) et NEUVILLE-SAINT-DENIS (28)**

La préfète du Loiret
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres

Le préfet d'Eure-et-Loir
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Hervé JONATHAN préfet d'Eure-et-Loir ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 14 juin 2019 autorisant la société QUARTUS LOGISTIQUE à exploiter une plate-forme logistique (bâtiment P1P2) sur le territoire des communes de BOISSEAUX (45) et BARMAINVILLE (28) ;

Vu l'arrêté préfectoral 101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, secrétaire générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu l'arrêté du préfet d'Eure-et-Loir du 3 décembre 2024 portant création de la commune nouvelle de NEUVILLE-SAINT-DENIS, par fusion des communes de BARMAINVILLE, NEUVY-EN-BEAUCE et ROUVRAY-SAINT-DENIS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORÉ, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le récépissé de déclaration de transfert d'une autorisation environnementale du 3 octobre 2022 au bénéfice de la SCI CEL V BOISSEAUX (FR) ;

Vu le courrier de l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées de la D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire du 20 décembre 2025, communiquant à la SCI CEL V BOISSEAUX (FR) son rapport relatif à l'inspection réalisée le 14 novembre 2025 sur son site de BOISSEAUX (45) et NEUVILLE-SAINT-DENIS (28), conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu les propositions de l'inspection des installations classées du 20 décembre 2025 ;

Vu la notification à l'exploitant du projet de mise en demeure susceptible d'être prescrite à son encontre, ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur le projet de mise en demeure susvisé ;

Considérant que lors de la visite effectuée le 14 novembre 2025 sur le site exploité par la SCI CEL V BOISSEAUX (FR) sur les communes de BOISSEAUX (45) et NEUVILLE-SAINT-DENIS (28), l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées de la D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire a constaté l'absence de bonne maintenance des systèmes de détection et d'extinction automatique incendie ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions du chapitre 7.22 de l'arrêté inter-préfectoral du 14 juin 2019 susvisé ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SCI CEL V BOISSEAUX (FR) de remédier aux manquements précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures du Loiret et d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTENT

Article 1^{er} - La SCI CEL V BOISSEAUX (FR) (siège social : 8 avenue Hoche - 75008 PARIS) exploitant la plate-forme logistique implantée sur le territoire des communes de BOISSEAUX (45) et NEUVILLE-SAINT-DENIS (28) est mise en demeure de justifier, **dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de la bonne maintenance des systèmes de détection et d'extinction automatique incendie, conformément aux dispositions du chapitre 7.22 de l'arrêté inter-préfectoral du 14 juin 2019 susvisé.

Article 2 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié à la SCI CEL V BOISSEAUX (FR) par voie postale.
En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, cet acte est publié sur le site internet des services de l'État dans les départements du Loiret et d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 - Les secrétaires généraux des préfectures du Loiret et d'Eure-et-Loir, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLÉANS, le 10 FEV. 2026

Fait à CHARTRES, le 10 FEV. 2026

Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général



Nicolas HONORÉ

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale



Agnès BONJEAN

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la préfète du Loiret - Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX, ou à M. le préfet d'Eure-et-Loir - Direction de la Citoyenneté, place de la République, CS 80537, 28019 CHARTRES CEDEX ;
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, et des négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.